

*[Text]*

facilities are very stringent. Unless the fund is able to get its money back quickly, its ability to function would soon break down.

Now, the chronic debt problems of the 1980s have shown clearly how inappropriate the IMF's assistance is for many developing countries. Many recipients of IMF credit, particularly the poorest countries, have simply been unable to turn their economies around in the time normally required to repurchase or repay their IMF credit.

Furthermore, IMF credit cannot be rescheduled like bank loans or in the Paris Club. In some cases this has led to sequential IMF programs, with one starting after another and no end in sight. There are several countries in this category. This was not only deleterious for the countries involved, but also by the mid-1980s it had also started to undermine the IMF's own finances.

The ESAF will be of great assistance in taking countries off this treadmill by deferring their payments for five years, by stretching repayments to the tenth year and by charging virtually no interest or 0.5%. Recipients will have much more time to adjust and restructure their economies. Moreover, in the process of creating ESAF, the IMF's own structure as a revolving fund has changed. It now has a window through which to channel resources from the richer to the poorer countries.

Equally important policy changes in the IMF have accompanied the advent of the ESAF. The fund's bad reputation in developing countries, which is certainly deserved in part, stemmed from the negative impact fund programs have had on the poorest members of recipient countries' populations and from the fund's seeming indifference to this impact.

Since assuming his new duties, Mr. Camdessus has shown great sensitivity to this problem and sympathy for designing problems of adjustment with a human face. They would ensure that social programs and employment among the poorest do not fall victim to and remain important components of IMF-sponsored economic reforms. Canada, as a leading advocate of human-faced adjustment, should ensure that Mr. Camdessus continues to get the support he needs to persevere with these welcome changes in IMF policy.

This brings me to my second point: How important is this initiative in the overall scheme of things? Is it enough to turn around, for example, the debt crisis in sub-Saharan Africa? My own judgment is that the ESAF, while vitally necessary, is far from sufficient. Prior to launching the ESAF and the earlier structural adjustment facility, the IMF had increasingly become part of the debt problem in sub-Saharan Africa, rather than part of the solution. This is because the credit the IMF had

*[Translation]*

Faute de pouvoir récupérer rapidement son argent, il risquerait d'être très rapidement paralysé.

Or, les problèmes d'endettement chronique des années 80 ont clairement mis en évidence les lacunes de l'aide du FMI à de nombreux pays en développement. De nombreux bénéficiaires de cette aide, en particulier les pays les plus pauvres, ont tout simplement été incapables de redresser leur économie dans les délais prescrits pour rembourser l'emprunt qu'ils avaient contracté auprès du FMI.

En outre, les prêts du FMI ne peuvent pas être rééchelonnés comme des prêts bancaires ou comme au Club de Paris. On en est donc arrivé dans certains cas à à greffer des programmes les uns sur les autres à l'infini. Plusieurs pays sont actuellement dans cette situation. Non seulement cet état de choses a été néfaste pour ces pays, mais, vers le milieu des années 80, il a commencé à menacer la situation financière même du FMI.

La FAAS va aider les pays à sortir de cette ornière en leur permettant de reporter leurs paiements pendant cinq ans, en les étalant jusqu'à la dixième année et en leur imposant un intérêt quasiment nul de 0,5 p. 100. Les bénéficiaires auront beaucoup plus de temps pour s'adapter et restructurer leur économie. En outre, parallèlement à la création de la FAAS, le FMI a modifié sa propre structure de fonds de roulement. Il dispose maintenant d'une ouverture lui permettant de canaliser les ressources des pays riches vers les pays pauvres.

La création de la FAAS s'est accompagnée de changements politiques également importants au FMI. La mauvaise réputation du Fonds auprès des pays en développement, réputation sans doute méritée en partie, venait des répercussions négatives des programmes du Fonds sur les secteurs les plus pauvres de la population des pays récipiendaires et de l'apparente indifférence du Fonds à cette conséquence.

Depuis qu'il est entré en fonction, M. Camdessus a manifesté une profonde sensibilité à l'égard de ce problème et un désir très sincère de concevoir des procédures à visage humain, de façon à éviter que les programmes sociaux et les programmes d'emploi destinés aux couches les plus pauvres ne soient pas sacrifiés, et à en faire au contraire des éléments importants des réformes économiques parrainées par le FMI. Le Canada, qui est un des fervents partisans de cette politique à visage humain, doit permettre à M. Camdessus de continuer à bénéficier de l'aide nécessaire pour apporter ces changements opportuns à la politique du FMI.

Ceci m'amène à mon deuxième point: quelle est l'importance de cette initiative dans le contexte global? Sera-t-elle par exemple suffisante pour régler la crise de l'endettement de l'Afrique subsaharienne? A mon avis, bien qu'elle soit d'une importance cruciale, la FAAS est loin d'être suffisante. Avant le lancement de cette initiative et de la précédente facilité d'ajustement structurel, le FMI contribuait de plus en plus à aggraver le problème de l'endettement de l'Afrique subsaharienne